



Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

octobre 2017

Vers un gouvernement de coalition entre conservateurs et droite populiste ?

Les Autrichiens ont été appelés aux urnes le 15 octobre pour des élections législatives anticipées. Les résultats font apparaître une victoire du parti conservateur ÖVP, emmené par le ministre des Affaires étrangères Sebastian Kurz, qui a remporté 31,5 % des voix (+7,5 point par rapport au scrutin de 2013), soit 62 sièges à la chambre basse du Parlement (Nationalrat, 183 sièges). Le parti social-démocrate, mené par le chancelier Kern, affaibli par des scandales médiatiques, a limité les pertes et récolte 26,9 % des suffrages (52 sièges), soit autant qu'en 2013. Le parti de la droite populiste FPÖ talonne les sociaux-démocrates à 26,0 % (51 sièges), en progression de 5,5 points. Loin derrière, les libéraux du parti des NEOS pointent à la 4^{ème} place à 5,3 % (+0,3 point) soit 10 sièges, suivis de la liste Peter Pilz, dissident des Verts (4,4 %), remportant 8 sièges. Les Verts n'ont obtenu que 3,8 % (-8,7 points) et ne sont plus représentés au Parlement ; le seuil des 4 % n'étant pas atteint. Le Président de la République a mandaté M. Kurz pour la constitution d'un nouveau gouvernement. Les négociations ont démarré le 30 octobre entre l'ÖVP et le FPÖ et sont organisées en groupes thématiques.

Le 16 octobre 2017, le ministre autrichien des Finances, M. Hans Jörg Schelling (ÖVP, conservateur) a soumis à Bruxelles le projet de loi de finances pour 2018. En raison des élections législatives, il s'agit d'une mise à jour du budget 2017 à politique inchangée. M. Schelling annonce que le nouveau gouvernement présentera son budget au plus tard d'ici fin avril. Le document provisoire prévoit un déficit nominal de 0,8 % du PIB en 2018 contre 0,9 % cette année. Le taux d'endettement devrait se réduire sensiblement à 75,2 % contre 78,3 % en 2017. Le déficit structurel s'élèvera à 0,8 % lors du prochain exercice, mais il atteindrait 1,1 % en prenant en compte les dépenses liées à l'accueil et à l'intégration des réfugiés.

Lors de la dernière session du Parlement, le 12 octobre, en amont des élections, les députés ont pris un train de mesures à caractère social pour un volume de 470 MEUR. Ces mesures (qualifiées de « confiseries électorales et dont certaines sont très controversées), devraient, être prises en compte lors de l'établissement du Projet de loi de finance rectificatif d'ici le mois d'avril.



Situation économique et financière	3
□ Evolution des indicateurs et prévisions	3
• <i>Le PIB augmente de 0,8 % au troisième trimestre</i>	3
• <i>Des perspectives de bon augure à moyen terme</i>	3
• <i>Les prix de la production de l'industrie en hausse de 1,8%</i>	4
• <i>L'IPCH s'établit à 2,6 % en septembre 2017</i>	4
• <i>Le patrimoine financier privé des Autrichiens atteint 638 Mrd EUR</i>	4
□ Echanges	5
• <i>Le nombre des filiales autrichiennes à l'étranger recule pour la deuxième année consécutive</i>	5
• <i>Les investissements directs étrangers 2016 marquent un recul historique</i>	5
Politique économique et sociale	6
□ L'emploi	6
• <i>Le chômage des jeunes recule de 1,8 point en glissement annuel</i>	6
• <i>Métallurgie : des négociations salariales difficiles en perspective</i>	6
□ Questions sociales	7
• <i>Un dernier paquet de mesures avant le scrutin législatif</i>	7
Questions sectorielles	7
□ Services financiers	7
• <i>Les banques centrales d'Autriche et de France intensifient leur coopération</i>	7
□ Energie et environnement	8
• <i>Après Hinkley Point l'Autriche prépare une plainte contre l'élargissement de la centrale de Paks</i>	8
• <i>Les émissions de CO₂ ont augmenté de 4,6 % en vingt ans</i>	8
□ Industrie	8
• <i>Le fabricant de motos et cycles KTM crée une société mixte en Chine</i>	8
• <i>Wienerberger renforce sa présence en Autriche et à l'étranger</i>	8
• <i>Zumtobel transfère sa production des composants en Serbie</i>	9
□ Transports	9
• <i>Hausse de 5,7 % du transport routier de marchandises</i>	9
• <i>L'Autriche a déposé une plainte devant l'UE contre le péage allemand</i>	9
• <i>Accord de collaboration entre les Chambres économiques de Vienne et de Pékin</i>	10
□ Agriculture	10
• <i>Bouilleurs de cru : L'Autriche, sous procédure d'infraction, n'entend pas revoir le privilège</i>	10
Annexe	11

[Haut du document](#)

**Situation économique et financière****Evolution des indicateurs et prévisions****Le PIB augmente de 0,8 % au troisième trimestre**

Selon les résultats provisoires du T3 2017, publiés par l'institut de conjoncture *Wifo*, (*Österreichisches Institut für Wirtschaftsforschung*) l'économie autrichienne a poursuivi sa croissance et affiche une progression similaire à celle constatée au T2 2017, à savoir +0,8 %. Déjà le T1 2017 affichait une hausse significative, le PIB augmentant de 0,9 %. La reprise profite d'une large assise, portée principalement par la demande domestique et le commerce extérieur. La consommation des ménages qui avait crû de 0,3 % autant au T1 2017 qu'au T2 2017, gagne légèrement en vigueur et affiche une hausse de 0,4 % au T3 2017. Les dépenses des administrations publiques suivent la même progression avec +0,4 % au T3 2017 (+0,2 % aux T1 et T2 2017). Le commerce extérieur profite largement du climat favorable affectant les échanges mondiaux : les exportations croissent de 0,8 %, tout comme les importations, mais elles perdent le dynamisme des trimestres précédents (+1,3 % au trimestre précédent). La croissance reste également soutenue par l'expansion des investissements : la formation brute de capital fixe croît de 0,7 % après avoir progressé de 1,3 % au T2 2017. La demande dans la construction reste forte, ce secteur affiche une hausse en léger ralentissement de 0,5 % après 0,7 % au T2 2017. La production manufacturière reste bien orientée avec une progression de 2,3 %, en légère accélération par rapport aux trimestres précédents (+1,7 % au T1 2017 et +1,8 % au T2 2017). Les prestations de services ont crû de 0,6 % comme au T2 2017.

Des perspectives de bon augure à moyen terme

L'institut de conjoncture *Wifo* a publié le 24 octobre ses prévisions économiques à moyen terme (2018-2022) pour l'économie autrichienne : selon les économistes, la croissance devrait poursuivre sa hausse entamée depuis le S2 2016, quoiqu'en léger ralentissement par rapport à 2017 et 2018 (+2,8 %). Profitant de la conjoncture mondiale favorable, le PIB devrait progresser de 2,2 % en 2019, de 1,8 % en 2020 puis ralentir à 1,6 % en 2021 et à 1,5 % en 2022. Le *Wifo* estime que la croissance des Etats-Unis et celle de la zone euro resteront en progression moyenne de 1,75 % par an, ce qui devrait largement profiter à l'appareil exportateur autrichien et aurait pour conséquence immédiate de voir progresser largement les investissements des entreprises. Cette phase d'expansion économique, assortie des mesures en matière de politique de l'emploi déjà adoptées, favoriserait la création d'emploi, au-delà du potentiel de main d'œuvre jusqu'en 2021 et permettrait ainsi de maintenir le chômage sous la barre des 6 % (définition Eurostat) : pour 2018, 2019 et 2020, il reculerait à 5,4 % et progresserait légèrement à 5,5 % en 2021 et à 5,6 % en 2022. Partant du postulat que le revenu disponible croîtrait de 1,5 % par an pendant la période sous revue, couplé à la baisse du chômage, les prévisionnistes estiment que la consommation des ménages continuera de soutenir la croissance, en progressant de 1,5 % par an (p.m. : +0,7 % par an pour la période 2013-2017). L'inflation devrait se maintenir à son niveau actuellement observé, près de 2,0 %. Toutefois, l'écart des prix entre l'Autriche et la zone euro devrait continuer à se réduire. Pour ce qui relève des dépenses publiques, le *Wifo* prédit avec optimisme une plus grande discipline budgétaire des trois échelons de l'Etat : le solde public selon les critères de Maastricht devrait rester légèrement négatif à -0,3 % en 2018 pour atteindre l'équilibre en 2019. Pour les années suivantes, un excédent budgétaire est prévu



entre 0,2 et 0,4 % du PIB, compte tenu des recettes fiscales en hausse de 3,6 % par an, les effets de la réforme fiscale de 2016 s'atténuant. Par ailleurs, à ce jour, aucune mesure n'a été envisagée quant à une indexation des barèmes fiscaux. Tenant compte de cette évolution positive du budget, l'endettement de l'Autriche devrait progressivement se réduire à 63,9 % du PIB à l'aube 2022.

Les prix de la production de l'industrie en hausse de 1,8%

Les statisticiens de l'institut autrichien *Statistik Austria* ont relevé que l'indice des prix de la production manufacturière a progressé en septembre 2017 de 1,8 % en glissement annuel. Par rapport au mois précédent, il affiche une hausse de 0,5 %. Au T3 2017, il est en recul de 0,2% mais reste en progression par rapport au T3 2016 de 1,5 %. Les experts observent que la hausse des prix est imputable aux biens intermédiaires qui en glissement annuel voient leur prix en hausse de 3,0 % (en juillet et août 2017 : +2,8 %), et en particulier les biens issus de la sidérurgie et de la métallurgie qui ont enregistré une hausse de 10,1 %. Parallèlement, les biens intermédiaires de la chimie (engrais, matières composites,...) affichent une progression de 6,7 %. Les prix de l'énergie poursuivent leur tendance haussière engagée en août. L'indice des prix de l'énergie progresse de 1,6 % en glissement annuel. En août, il avait progressé de 0,4 %. Les biens d'investissement se renchérissent de 0,6 % par rapport à septembre 2016. Les biens de consommations s'inscrivent également en hausse de 1,5 %, en accélération par rapport aux hausses constatées en août (+1,3 %) et juillet (+1,3 %). Les biens issus de l'industrie laitière en sont les principaux responsables avec une progression de 9,4 %. En revanche, les prix des huiles animales et végétales sont en repli de 1,2 % et ceux de l'habillement de 2,0 %.

L'IPCH s'établit à 2,6 % en septembre 2017

En septembre, l'indice des prix à la consommation harmonisé s'est établi à 2,6 % après avoir atteint une hausse de 2,1 % en août 2017. Les loisirs et la culture sont les principaux contributeurs à la hausse de prix constatée en septembre. En glissement annuel, leurs prix ont augmenté de 3,5 %, portés par la hausse des appareils de l'audiovisuel et de l'informatique (+6,7 %). Les prix de la presse progressent de 9,9 % en septembre, alors que la hausse en août était restée contenue à 4,1 %. Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées affichent une hausse moyenne de 3,1 %. Les prix des produits laitiers s'inscrivent en hausse de 5,3 %. Le beurre connaît une progression spectaculaire à +44,6 %. Les loyers progressent de 4,3 %, les prix de l'énergie restent sous la pression de la baisse de l'électricité qui se replie de 5,5 %. Les transports affichent une hausse de 2,7 % ; les prix de la gastronomie et de l'hôtellerie augmentent de 3,2 % (août 2017 : + 1,7 %). Par rapport à août 2017, les prix de l'habillement et de la chaussure affichent les hausses les plus remarquables à +22,0 %, probablement en raison de la fin des soldes d'été et de l'arrivée des collections automne/hiver. A l'inverse, la hausse des prix en observation mensuelle reste contenue grâce au repli des prix des loisirs et de la culture (prix bradés en septembre de voyages tout compris).

Le patrimoine financier privé des Autrichiens

Selon la banque centrale d'Autriche (OeNB, *Oesterreichische Nationalbank*), le patrimoine financier privé des Autrichiens a augmenté de 13,7 Mrd EUR entre juin 2016 et juin 2017 pour atteindre 637,8 Mrd EUR. La composition de ce patrimoine comprend 22,3 Mrd EUR en comptes courants, 240 Mrd EUR sont placés sur des comptes d'épargne et 113 Mrd EUR



atteint 638 Mrd EUR se présentent sous forme de titres. Seuls 21 % du patrimoine (134,3 Mrd EUR) sont investis dans des plans de prévoyance et de retraites (p.m. : 38 % dans l'UE, 30 % en Allemagne et 38 % en France). Le rendement total du patrimoine des Autrichiens a atteint 2,4 % en 2016 (1,5 % en tenant compte de l'inflation).

Echanges

Le nombre des filiales autrichiennes à l'étranger recule pour la deuxième année consécutive L'institut *Statistik Austria* vient de publier les chiffres portant sur les filiales autrichiennes à l'étranger et la présence des entreprises étrangères en Autriche en 2015. Il ressort que le nombre de filiales autrichiennes à l'étranger a reculé en glissement annuel de 1,9 % à 5 863 unités employant près de 1,1 million de personnes (+1 %). En 2013, on comptait plus de 6 000 filiales autrichiennes à l'étranger, ce nombre étant en recul pour la 2^{ème} année consécutive en raison de désinvestissements notamment en Allemagne, en République tchèque et en Hongrie. L'Allemagne reste pourtant le premier pays destinataire des filiales autrichiennes avec une part de 13,1 % employant environ 133 000 personnes. Le chiffre d'affaires des filiales autrichiennes à l'étranger chute de 15 % à 354,8 Mrd EUR, dû au recul du chiffre d'affaires dans le secteur des matières premières et du pétrole. S'agissant de la présence des entreprises étrangères en Autriche, le nombre des filiales a augmenté de 3,4 % pour atteindre 10 731 unités employant 576 212 personnes (+1,7 %) dont presque 40 % issus de l'Allemagne. Ce nombre correspond à 20,1 % des personnes employés dans le secteur privé. Le chiffre d'affaires des filiales étrangères en Autriche s'élève à 237,3 Mrd EUR en baisse de 3,1 %.

Les investissements directs étrangers 2016 marquent un recul historique Selon les données provisoires communiquées par la Banque centrale autrichienne (OeNB, *Österreichische Nationalbank*) et portant sur l'année 2016, pour la première fois dans l'histoire, les investissements directs étrangers de l'Autriche affichent un recul pour les flux sortants comme pour les flux entrants. Ce recul s'explique notamment par le désengagement d'*UniCredit Bank Austria* en Europe de l'Est qui a provoqué un désinvestissement important dans les deux sens : -6,7 Mrd EUR pour les investissements autrichiens dans les PECO et -6,8 Mrd EUR pour les investissements de l'Italie en Autriche. Les participations de *Bank Austria* étaient particulièrement importantes en Bulgarie (-1,7 Mrd EUR), en Croatie (-1,5 Mrd EUR), en Roumanie (-1,1 Mrd EUR), en Russie (-936 MEUR) et en République tchèque (-669 MEUR). La part des IDE de l'Autriche dans les PECO s'est réduite par conséquent de 50 % en 2007 à 30 % en 2016. Au total, les flux sortants de l'Autriche affichent un montant négatif de -8,1 Mrd EUR, le stock des IDE autrichiens à l'étranger se réduisant à 140 Mrd EUR, tandis que les flux entrants affichent des désinvestissements de -3,2 Mrd EUR pour atteindre un stock de 190 Mrd EUR. En termes de stock, l'Allemagne reste l'investisseur le plus important (41,9 Mrd EUR), suivi par la Russie (19,8 Mrd EUR) et les Etats-Unis (15,6 Mrd EUR). L'Allemagne reste également le premier pays destinataire des IDE de l'Autriche (26 Mrd EUR), suivi par les Pays-Bas (24,2 Mrd EUR) et la République tchèque (12,7 Mrd EUR). S'agissant des investissements entre l'Autriche et la France, la banque centrale d'Autriche a enregistré +21 MEUR pour la direction AT-FR et +84 MEUR pour la direction FR-AT. La position de la France s'est améliorée en termes de stocks de trois places pour devenir le 14^{ème} pays destinataire des investissements autrichiens et le 7^{ème} investisseur dans le pays alpin.

**Politique économique et sociale****L'emploi****Le chômage des jeunes recule de 1,8 point en glissement annuel**

Le repli du chômage, engagé depuis maintenant plus d'un an, a marqué une pause en septembre 2017. Les derniers chiffres communiqués par le Pôle Emploi autrichien (AMS, *Arbeitsmarktservice*), à l'institut européen de la statistique, Eurostat, montrent que le taux du chômage a atteint 5,6 % en septembre, en légère hausse de 0,1 point par rapport à août 2017 mais en repli de 0,5 % en glissement annuel. Le nombre de demandeurs d'emploi se fixe à 250 000 personnes, soit près de 2 000 demandeurs de plus qu'en août. Pour mémoire, en France, le chômage a atteint 9,7 % en septembre comme en août ; en Allemagne, il se maintenait à 3,6 %. L'Autriche perd quelques places au classement européen et se range à la 10^{ème} place, le podium reste occupé par la République Tchèque (2,7 %), l'Allemagne (3,6 %) et Malte (4,1 %). En termes de chômage des jeunes, la république alpine enregistre une baisse significative avec un repli de 0,4 point par rapport à août 2017, à 9,6 % ; mais surtout un recul de 1,8 point en glissement annuel. Elle se range à la 5^{ème} place ; l'Allemagne gardant sa 1^{ère} place (6,4 %) devant la République Tchèque (7,5 %) et les Pays-Bas (8,5 %). Le taux d'emploi continue de progresser (+1,8 %), soutenu par l'embauche dans le secteur du BTP mais également dans le secteur de la production manufacturière. Selon les premiers chiffres communiqués par l'AMS pour le mois d'octobre, la courbe du chômage des seniors (50+) pourrait prochainement s'inverser. Leur nombre s'est replié de 636 personnes, soit -0,7 %. En termes d'emplois vacants, l'AMS en dénombrait fin octobre 59 202, soit une progression de 44,5 % en glissement annuel. Parallèlement, le nombre de places d'apprentissage non honorées est en hausse de 16,4 % quand le nombre de jeunes en recherche de places de formation se tasse de 4,0 %.

Métallurgie : des négociations salariales difficiles en perspective

Le mois d'octobre 2017 ne faillit pas à la tradition automnale autrichienne : les négociations salariales. Comme chaque année, le secteur de la sidérurgie et de la métallurgie est le premier à ouvrir le dossier épineux entre représentants syndicaux et les représentants des employeurs. Compte tenu de la reprise favorable dont bénéficie actuellement l'Autriche, à l'instar des pays européens, les exigences du personnel sont en adéquation avec les perspectives de croissance attendue : leurs représentants ont effectué une entrée en matière remarquée avec une revendication de hausse de salaire de 4 %. Après quatre réunions de négociation, aucun accord n'a pu être trouvé, les avis divergeant sur le montant de l'inflation à prendre en compte. Alors que les représentants du personnels prennent en compte l'inflation constatée en Autriche, à savoir 1,8 % (12 derniers mois), le Patronat souhaiterait se référer à l'inflation moyenne en Europe, largement inférieure. Le ton entre les partenaires sociaux se durcit et les syndicats n'excluent pas de mener des actions plus concrètes, comme des réunions improvisées du personnel, voire des grèves, un mode opératoire rarissime en Autriche. Les accords salariaux qui aboutissent dans une nouvelle convention collective concernent environ 130 000 salariés et touchent autant les salaires que l'indemnisation des apprentis ou les frais de déplacement.



Questions sociales

Un dernier paquet de mesures avant le scrutin législatif

Lors de la dernière session du Parlement, le 12 octobre, en amont des élections du 15 octobre, les députés ont pris un train de mesures à caractère social pour un volume de 470 MEUR (pm : en 2013, un paquet de mesures avait été voté juste avant le scrutin pour 2,8 Mrd EUR). Ces mesures, dont certaines étaient planifiées comme la revalorisation de retraites, sont :

- Modification des critères pour le revenu social minimal : les ressources du conjoint ne seront plus en compte. Cette mesure s'adresse principalement aux femmes. Le coût est estimé à 160 MEUR ;
- Revalorisation 2018 des pensions : les plus basses retraites bénéficieront d'une revalorisation de 2,2 %, les retraites moyennes de 1,6 % (soit l'inflation de 2016). Le taux sera progressivement dégressif pour être nul à partir de 4 980 EUR. Coût = 136 MEUR ;
- Extension des capacités des structures d'accueil de la petite enfance : 52,5 MEUR supplémentaires par l'Etat fédéral, les Länder concourront par un financement de maximum 18,4 MEUR ;
- Prise en charge des frais d'internat pour tous les apprentis par le Fonds de protection contre les faillites. Le coût est estimé à 50 MEUR ;
- Renforcer l'intégration et l'inclusion professionnelle des personnes touchées par un handicap (45 MEUR supplémentaires) ;
- Harmonisation des réglementations du code du travail entre les employés et les travailleurs : même délai de licenciement (à partir de 2021), même délai de versement des indemnités journalières forfaitaires (à partir de 2018). L'impact est chiffré à 150 MEUR, mais porté principalement par les entreprises et l'assurance-maladie.
- Modification du temps de carence relatif à la prestation de soutien allouée (à partir du 4ème jour d'incapacité de travail) pour les micro-entrepreneurs et indépendants (au lieu du 43ème jour) ;
- Abrogation de la taxe forfaitaire de licenciement (124 EUR en 2017) à partir de 2020 ;
- Abrogation du droit de timbre sur les baux locatifs (logement).

[Haut du document](#)

Questions sectorielles

Services financiers

Les banques centrales d'Autriche et de France intensifient leur coopération

En 2012 ont été mis en place des accords de coopération qui lient la banque centrale d'Autriche (OeNB, *Oesterreichische Nationalbank*) et la Banque de France pour l'impression de billets de banque. Cette coopération vient d'être scellée par la signature à Francfort, le 21 septembre 2017, par les gouverneurs Ewald Nowotny et François Villeroy de Galhau, de la *joint-venture* entre les deux banques centrales, permettant l'entrée au capital de la filiale papetière de la Banque de France *Europafi* située à Vic-le-Comte dans le département Puy-de-Dôme, de la filiale de la Banque d'Autriche OeBS (*Oesterreichische Banknoten- und Sicherheitsdruckerei*). Selon l'OeNB, cette coopération contribue largement à la sécurité en matière d'argent liquide et pourrait servir en tant qu'exemple au niveau européen.



Energie et environnement

Après Hinkley Point l'Autriche prépare une plainte contre l'élargissement de la centrale de Paks

Début octobre a eu lieu la première audition devant la Cour de Justice de l'Union européenne dans le dossier d'aides accordées à la construction de la centrale de *Hinkley Point C*. Le gouvernement autrichien s'oppose au subventionnement par l'UE du projet de construction d'une centrale nucléaire de type EPR au Royaume-Uni, estimant que les subventions devraient être réservées à la transition énergétique et aux énergies renouvelables. De plus, le 13 octobre, le chancelier fédéral sortant Christian Kern a indiqué préparer le dépôt d'une plainte devant la Cour de Justice de l'UE contre l'autorisation donnée par Bruxelles à la construction en Hongrie de deux nouveaux réacteurs nucléaires, en grande partie financée par la Russie. Le projet d'élargissement de la centrale de Paks, près de Budapest, d'un montant de 12,5 Mrd EUR, doit être financé à hauteur de 80 % par un prêt de la Russie à la Hongrie. Selon le chancelier, ce projet n'est justifié ni d'un point de vue de politique énergétique ni d'un point de vue économique.

Les émissions de CO₂ ont augmenté de 4,6 % en vingt ans

L'institut de statistique *Statistik Austria* vient de publier les comptes des émissions atmosphériques basés sur les chiffres de l'Office fédéral de l'environnement, qui tracent les flux de matières gazeuses et particulaires résiduelles provenant de l'économie nationale émises dans l'atmosphère entre 1995 et 2015. S'agissant des gaz à effet de serre, on note la réduction de méthane de -31,7 % et d'oxyde nitreux de -21,1 %. Les émissions de CO₂ en revanche ont augmenté de 61,3 à 64,1 millions de tonnes soit 4,6 %, dont une hausse de 43,5 à 50,3 millions de tonnes pour les entreprises (+15,8 %). En revanche, les ménages privés ont diminué leurs émissions de CO₂ de 17,8 à 13,8 millions de tonnes soit -22,7 %. Quant aux polluants atmosphériques, on enregistre une diminution des émissions de dioxyde de soufre de -66,1 %, de composés organiques volatils de -43,2 %, de monoxyde de carbone de -41,6 %, d'ammoniac de -3,7 %, de particules fines (PM_{2,5}) de -25,5 % et de PM₁₀ de -16,8 %. Les émissions d'oxydes d'azote (NO_x) sont en baisse (-15,7 %) grâce à la réduction des émissions des ménages privés de -47,8 %. Toutefois, les émissions de NO_x liée aux entreprises affichent une augmentation de +4,3 %.

Industrie

Le fabricant de motos et cycles KTM crée une société mixte en Chine

Après avoir conclu un partenariat avec le constructeur indien de motos *Bajaj Auto*, *KTM Industries*, connu pour ses marques *KTM*, *Husqvarna*, *WP* et *Pankl*, a annoncé la création d'une *joint-venture* avec son partenaire chinois de longue date *CFMOTO*. La nouvelle entité à laquelle KTM détiendra 49 %, contribuera à renforcer la présence sur le marché chinois. La société *CFMOTO* a été créée en 1989. Elle occupe la première place en Autriche sur le secteur des quads où sa part de marché atteint plus de 35 %. KTM a vendu le montant record de 110 000 motos au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires progressant de 12 % à 758,8 MEUR. Pour l'année en cours, le groupe s'attend à un CA de 1,5 Mrd EUR après 1,3 Mrd EUR l'année dernière.

Wienerberger renforce sa présence en

L'entreprise de construction *Wienerberger*, numéro un mondial dans la fabrication de briques en terre cuite, est en pleine expansion : en août, elle a racheté l'usine de briques *Reetz* en Allemagne et le groupe belge *Reflex*, spécialisé dans les tuyaux pour installation électrique. En septembre, elle a pris main sur la briqueterie *Brenner* en Carinthie et en



Autriche et à l'étranger

octobre elle a racheté le producteur roumain de briques *Brikston Construction Solutions* à hauteur de 98,3 %. De plus, *Wienerberger* vient d'annoncer l'acquisition du producteur américain de briques *Columbus Brick Company* qui a son siège dans l'état du Mississippi. En 2016, le chiffre d'affaires de *Wienerberger* a atteint 3 Mrd EUR sur 200 sites de production. Au premier semestre 2017, le CA a augmenté de 4 % à 1,5 Mrd EUR, le bénéfice net progressant de 54 % à 41,7 MEUR.

Zumtobel transfère sa production des composants en Serbie

Le leader international des solutions lumière holistiques *Zumtobel* qui a son siège à Dornbirn (Vorarlberg, land limitrophe à la Suisse) a démarré en juillet 2017 la construction d'un nouveau site de production à Nis en Serbie et y transférera sa production des composants. Les deux sites de production à Dornbirn seront fusionnés et se limiteront à la production de lampes. 270 employés sont concernés par cette mesure. Au cours de l'exercice 2016/17 qui s'est terminé le 30 avril, le chiffre d'affaires du groupe avait reculé de 4,1 % à 1,3 Mrd EUR. Au premier trimestre de l'exercice 2017/18 (mai-juillet 2017), le CA a continué à baisser de 2,6 % en glissement annuel à 317,2 MEUR (T1 2016/17 = 325,7 MEUR). Ce recul s'explique par des incertitudes qui persistent en Grande-Bretagne (premier débouché du groupe) et des pertes de cours d'échange. Le bénéfice net a reculé de 22,9 % à 9,7 MEUR. Le groupe *Zumtobel* emploie 6 453 personnes au 31 juillet 2017 contre 6 562 fin juillet 2016. L'action qui fait partie de l'indice ATX à la bourse de Vienne a perdu 12,5 % au cours du premier trimestre de l'exercice.

Transports

Hausse de 5,7 % du transport routier de marchandises

En 2016, le transport routier des marchandises a augmenté de 27 millions de tonnes pour atteindre 488 millions de tonnes soit une hausse de 5,7 % dont 355,4 millions de tonnes (+7,2 %) pour le transport routier domestique. La part du transport routier atteint 68,6 % contre 16,3 % pour le transport sur rails. S'agissant du transport routier transfrontalier, l'Allemagne reste le premier partenaire avec 21 millions de tonnes importées en Autriche et 16 millions de tonnes exportées. La France a transporté sur voie routière 0,7 million de tonnes en direction de l'Autriche et a reçu 0,8 million de tonnes en provenance du pays alpin. Les recettes de péage des poids lourds ont atteint 1,3 Mrd EUR (+1,7 %) en 2016. Au total, les recettes de péage (y compris les vignettes pour les véhicules particuliers et le péage spécifique pour les routes de montagne) se sont élevées à 1,9 Mrd EUR (+3,2 %).

L'Autriche a déposé une plainte devant l'UE contre le péage allemand

Le 12 octobre, le gouvernement autrichien a déposé devant la Cour de justice de l'Union européenne la plainte qu'il prépare de longue date contre un projet controversé de péage automobile sur les autoroutes allemandes, jugé discriminatoire. Le ministre des Transports, M. Jörg Leichtfried (social-démocrate), juge ce péage comme une discrimination indirecte en fonction de la nationalité, ce qui serait contraire au droit européen. Il avance que le produit de ce péage proviendrait exclusivement des automobilistes étrangers, les automobilistes allemands bénéficiant d'une réduction égale au montant du péage lors du paiement de la taxe automobile annuelle. Le dépôt de plainte intervient à l'issue d'une période de trois mois au cours de laquelle la Commission européenne aurait dû prendre position. La plainte n'a pas d'effet suspensif, ce péage ne devant entrer en vigueur qu'en 2019.

**Accord de collaboration entre les Chambres économiques de Vienne et de Pékin**

Le Président de la Chambre économique de Vienne (*Wirtschaftskammer Wien*, WKW) Walter Ruck, qui représente les entreprises viennoises, a signé un accord de collaboration avec la Chambre économique de Pékin (CCPIT) le 23 octobre 2017. Grâce à cet accord, l'Autriche aura accès à une plateforme en ligne qui rassemblera l'ensemble des informations sur les futurs appels d'offres chinois publiés dans le cadre de la construction et l'aménagement de la ligne transsibérienne. Ceci permettra aux entreprises autrichiennes de participer à des appels d'offres et de se voir attribuer potentiellement des commandes. Rome, Belgrade, Bucarest, Téhéran et Singapour ont également signé un tel accord avec la CCPIT. Mais cependant, malgré ces accords, la réalisation du projet d'extension de 400 kilomètres de voies de la ligne transsibérienne entre Košice (à l'est de la Slovaquie), où se trouve le point final actuel de la ligne, et les alentours de Vienne ainsi que la construction d'un terminal de marchandises près de Vienne restent incertaines. La ville de Parndorf (proche de la frontière slovaque à l'est de l'Autriche) pourrait accueillir le nouveau terminal d'une superficie de 200 hectares, pour un coût d'environ 850 MEUR. Les coûts pour l'extension de 400 kilomètres de voies s'élèveraient à 6,5 Mrd EUR, dont 850 MEUR pour les 30 kilomètres de voies prévues en Autriche. Les travaux pourraient commencer en 2023 avec une mise en service planifiée pour 2033. Aucune décision finale concernant le financement et le tracé des voies n'a été prise pour l'instant, et les pays partenaires impliqués dans le projet (la Russie, l'Ukraine, la Slovaquie, et l'Autriche) se trouvent pour l'instant plutôt en désaccord sur ces questions. La Chine mettra à disposition 817 Mrd EUR pour 900 projets de construction et d'aménagement de la ligne transsibérienne. Aucun calendrier ou plan de financement des projets n'a été pour l'instant communiqué. (© Business France Autriche)

Agriculture**Bouilleurs de cru : L'Autriche, sous procédure d'infraction, n'entend pas revoir le privilège**

Le Parlement autrichien, plus particulièrement la chambre haute (*Bundesrat*) composée de représentants des Länder s'est emparé en octobre de la question de l'exonération d'accises pour les bouilleurs de cru. En effet, la Commission européenne avait envoyé une lettre de relance en février 2017, faisant suite à une procédure d'infraction ouverte contre l'Autriche en 2016. Selon la loi autrichienne réglant les accises sur les alcools, le privilège de bouillir est exonéré de taxes dans la limite annuelle de 51 litres, pour les besoins personnels. Or, la Commission européenne semble faire une autre interprétation de la réglementation que celle faite par le ministère de l'Agriculture et celui des Finances. Le gouvernement rappelle que l'exonération de droits indirects accordée aux bouilleurs de cru avait fait en 1992 l'objet d'une décision finale accordée par le Conseil des ministres de l'Agriculture et la Commission dans le cadre de négociations d'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne. Par ailleurs, il rappelle que le privilège de « bouillir » remonte au 19^{ème} siècle.

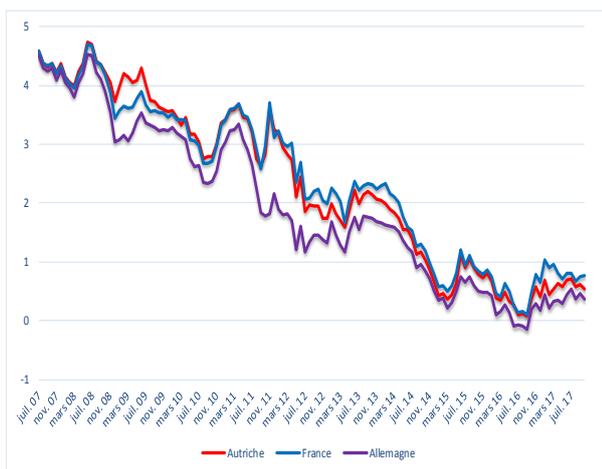
[Haut du document](#)



Annexe

Indicateurs de l'activité économique

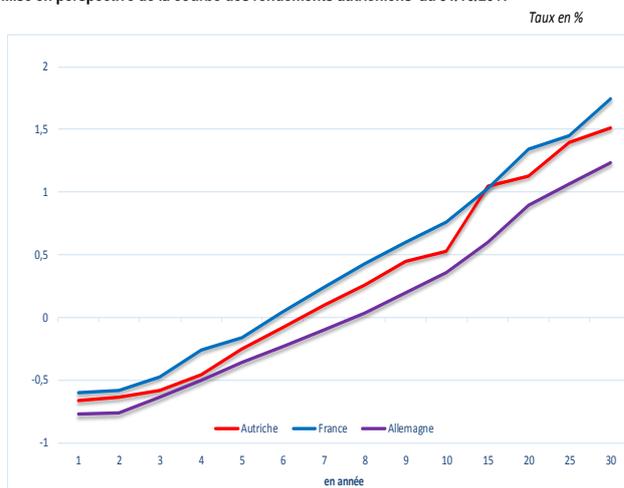
Evolution des taux actuariels à 10 ans depuis juillet 2007



source : Thomson Reuters.

	Max	Min	Actuel	dernier point
Autriche	4,74 juin 2008	0,08 sept 2016	0,55	octobre 2017
France	4,69 juin 2008	0,10 sept 2016	0,77	octobre 2017
Allemagne	4,53 juin 2008	-0,14 sept 2016	0,37	octobre 2017

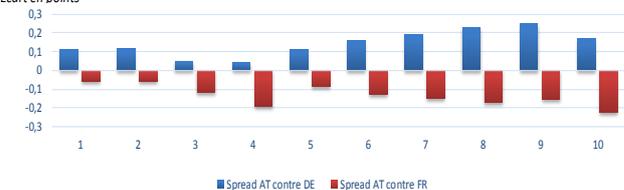
Mise en perspective de la courbe des rendements autrichiens au 31/10/2017



Taux en %

Source : SIX

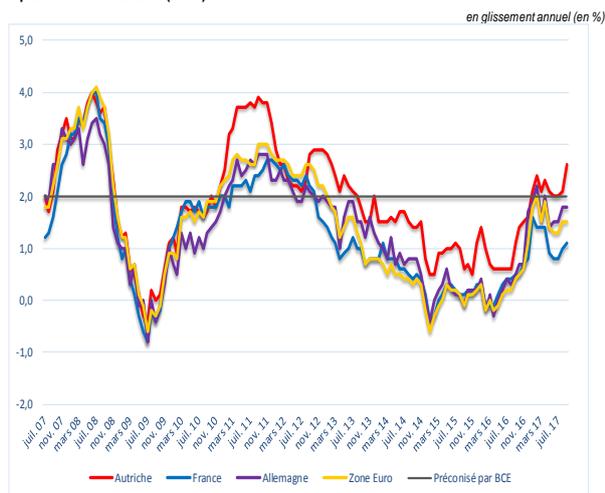
Ecart en points



■ Spread AT contre DE ■ Spread AT contre FR

Source : SIX

Indice des prix à la consommation (IPCH)

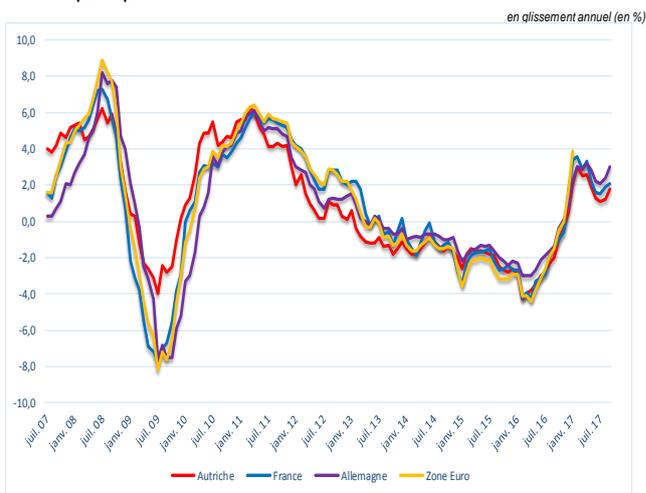


en glissement annuel (en %)

source : Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	4,0 juin 2008	-0,4 juil 2009	2,6	septembre 2017
Allemagne	3,5 juil 2008	-0,8 juil 2009	1,8	septembre 2017
France	4,0 juin 2008	-0,8 juil 2009	1,1	septembre 2017
Zone Euro	4,1 juil 2008	-0,6 juil 2009	1,5	septembre 2017

Indice des prix de production



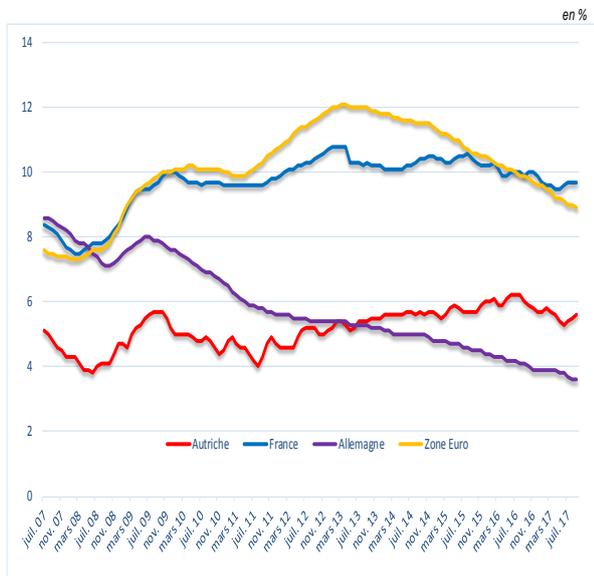
en glissement annuel (en %)

source : Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point
Autriche	6,3 mars 2011	-4,3 févr 2016	1,8	septembre 2017
Allemagne	8,2 juil 2008	-7,6 juil 2009	3,0	septembre 2017
France	7,3 juil 2008	-7,6 juil 2009	2,1	septembre 2017
Zone Euro	8,9 juil 2008	-8,2 juil 2009	2,9	septembre 2017



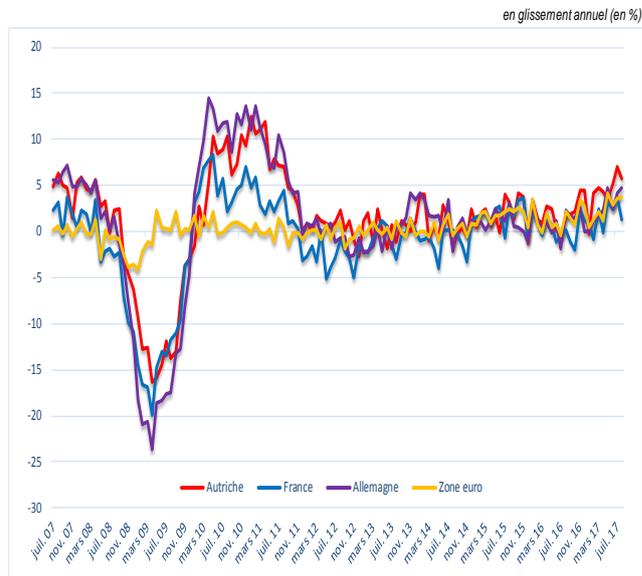
Taux de chômage - évolution depuis juillet 2007



source: Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point	
Autriche	6,2	août 2016	3,8	juin 2008	5,6 septembre 2017
Allemagne	8,6	août 2007	3,6	sept 2017	3,6 septembre 2017
France	10,8	avr 2013	7,5	mars 2008	9,7 septembre 2017
Zone Euro	12,1	avr 2013	7,3	mars 2008	8,9 septembre 2017

Indice de la production industrielle (hors construction) cvs-cjo



source: Eurostat

en %	Maximum	Minimum	Actuel	dernier point	
Autriche	12,4	janv 2011	-16,4	avr 2009	5,8 août 2017
Allemagne	14,4	avr 2010	-23,6	avr 2009	4,7 août 2017
France	8,3	mai 2010	-19,9	avr 2009	1,3 août 2017
Zone euro	4,1	mai 2017	-4,2	janv 2009	3,8 août 2017

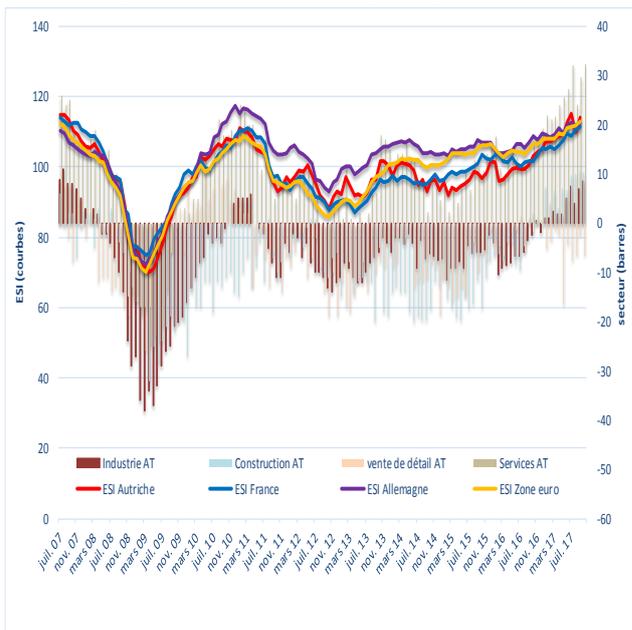
Evolution des indices boursiers européens (base 100 = janvier 2005)



source: Wiener Börse.

dernier point: octobre 2017

Climat des affaires (Services, Construction, Vente de détail) - depuis juillet 2007

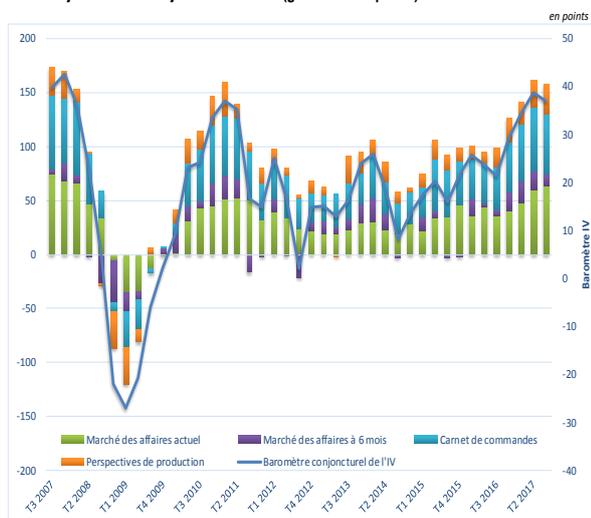


source: OeNB

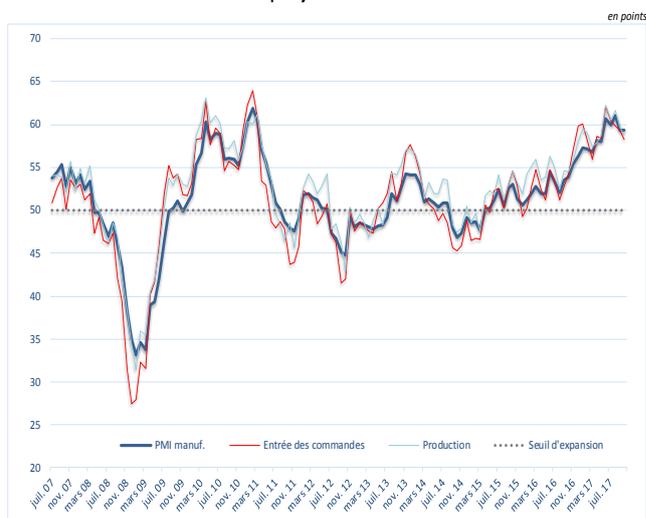
dernier point: octobre 2017



Enquête de conjoncture : IV Konjunkturbarometer (grandes entreprises)



PMI Industrie et sous-indices - depuis juillet 2007



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienna@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :

Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont
Relu par : Claire Thirriot-Kwant

Version du 6 novembre 2017
Version originelle : Septembre 2013
Rédaction achevée le 31 octobre 2017